

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Pontoise, le 16 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR FRANCE KLM

Direction Qualité Sécurité - MQ.SE.CO/Isabelle GOULMY
Route de l'Arpenteur - BP 12253 TREMBLAY
95700 Roissy-En-France

Références : UD95 – 2024 – 973
Code AIOT : 0006505994

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement AIR FRANCE KLM implanté route de l'Arpenteur à Roissy-en-France. L'inspection a été annoncée le 08/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR FRANCE KLM
- Zone entretien Route de l'Arpenteur 95700 Roissy-en-France
- Code AIOT : 0006505994
- Régime : Autorisation

La société AIR FRANCE INDUSTRIE exploite un établissement sur la plateforme aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle sur le territoire de la commune de ROISSY EN FRANCE. Elle dispose pour cela de plusieurs ateliers afin d'assurer :

- la réparation et l'entretien de véhicules et d'engins à moteur ;
- le travail mécanique des métaux qui comprend des opérations telles que le meulage, le perçage, le découpage, le polissage, le ponçage et la forme ;
- le traitement des métaux à l'aide de bains ;
- l'entretien des moteurs et les essais sur bancs de turbines à combustion ;
- la réparation de pièces de structure d'avion.

Thèmes de l'inspection :

- Plan de gestion des solvants et schéma de maîtrise des émissions
- Consommation d'eau
- Contrôle et entretien des installations électriques

- Entretien des systèmes de détection dans les zones de dangers
- Entretien des moyens d'intervention
- Suivi des installations de protection contre la foudre
- Tri des déchets à la source

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection	Proposition de délais
2	Schéma de maîtrise des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-e	Demande d'action corrective	6 mois
4	Contrôle et entretien des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 5.2.4.2	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection	Proposition de délais
5	Surveillance et détection des zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 5.2.7.5	Demande d'action corrective	6 mois
7	Suivi des installations de protection contre la foudre	AP Complémentaire du 07/09/2020, article 5.2.4.5	Demande d'action corrective	6 mois
8	Tri des déchets à la source	Code de l'environnement articles L. 541-21-2, L. 541-21-1-I et D. 543-284	Demande d'action corrective	6 mois
9	Détection de fuite sur cuve enterrée	Arrêté Ministériel du 14/08/2008, article 15	Demande d'action corrective	6 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet
3	Surveillance et plan de réduction de la consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 14 et 15	Sans objet
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 5.2.8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1					
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants					
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.					
Constats : Par déclaration GEREPE finalisée le 13 mai 2024, la société Air France a transmis son plan de gestion des solvants (PGS) de l'année 2023. Les résultats du PGS sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :					
	Nettoyage de surface	Peinture	Application de revêtement adhésif	Autres	TOTAL
I1 - Quantités totales de solvants achetés et utilisés (kg)	16664	5 193	945	1 173	23976
O6 - Quantités totales de solvants envoyés en déchets (kg)	720	993	89	-	1802
O8 - Quantités totales de solvants envoyés en régénération (kg)	252	0	0	0	252
Extraits Secs (kg)	-	8307	2329	-	10636
Consommation = I1-O6-O8 (kg)	16412	5 193	945	1 174	23724
Emissions totales = I1 -O6 -O8 (kg)	15692	4 199	856	1 174	21922

Tableau 6 : Bilan des entrées/sorties du Plan de Gestion de Solvants simplifié

Concernant la méthodologie employée pour la réalisation de ce plan de gestion des solvants, les constats sont comparables à ceux faits lors de l'inspection de 2023. L'exploitant a indiqué qu'il travaille à la fiabilisation de son plan de gestion des solvants. Sa première action concerne la quantité de solvants achetés et utilisés : en concaténant les informations de ses outils de gestion des achats de produits chimiques et de connaissance des produits chimiques, l'exploitant fiabilisera la donnée relative aux quantités de solvants achetés et utilisés. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il s'interroge encore sur l'évaluation sur la quantité de solvants envoyés en déchets.

Enfin, l'exploitant a indiqué avoir fait appel au CITEPA pour travailler sur l'amélioration de son PGS et pour identifier des axes d'amélioration de son document. L'exploitant a indiqué qu'il recevra au 1^{er} trimestre 2025 un rapport du CITEPA concernant ce point. Pour justifier cette action, l'exploitant a transmis par courriel du 11/12/2024 un bon de commande du 04/10/2024 pour cette prestation de conseil par le CITEPA.

Observation : Les efforts entrepris sur la fiabilité du plan de gestion des solvants doivent se poursuivre et feront l'objet d'un suivi par l'inspection des ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Schéma de maîtrise des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-e

Thème(s) : Risques chroniques, Schéma de maîtrise de émissions

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 2 février 1998 - article 30 - point 31

La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m³. La conformité à cette valeur est déterminée sur la base de mesures moyennes quart horaires.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée.

e) Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV :

Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies au premier alinéa du a ci-dessus ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après.

Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.

Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence (2) de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.

Les installations, ou parties d'installations, dans lesquelles sont notamment mises en œuvre une ou plusieurs des substances visées au point c peuvent faire l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions. Toutefois, les substances visées au point c, qui demeurent utilisées dans l'installation malgré la mise en œuvre du schéma de maîtrise des émissions, restent soumises au respect des valeurs limites prévues au c.

Constats :

L'exploitant utilise la méthode du plan de gestion des solvants simplifié. Les émissions totales calculées à partir du PGS simplifié sont considérées comme des émissions diffuses. Les émissions diffuses dépassent le seuil de 25 % de la quantité de solvants utilisée. Elle représente 92,4 % des émissions. Toutefois, l'inspection note que l'exploitant a mis en place un schéma de maîtrise des émissions (SME) visant à déroger à ces VLE (valeurs limites d'émission).

Avec son PGS, l'exploitant fournit son schéma de maîtrise des émissions réalisé en se basant sur les dispositions de la circulaire du 23 décembre 2003. Des émissions annuelles cibles sont calculées en fonction des quantités de solvants consommés. Pour l'année 2023, l'émission annuelle cible est de 13,870 tonnes :

	2019	2020	2021	2022	2023
EAC Nettoyage de surface au moyen de solvants à motion de Danger	16	28	0	26	0
Émissions Annuelles Cibles (kg)					
EAC Nettoyage de surface	2 533	2 617	3 510	2912	3333
Émissions Annuelles Cibles (kg)					
EAC Peinture	2 444	4 583	5 180	6751	7742
Émissions Annuelles Cibles (kg)					
EAC Revêtement adhésif	1 569	1 352	2 997	3082	2795
Émissions Annuelles Cibles (kg)					
Formule utilisée pour le calcul de l'EAC Totale	EAC Totale = EAC Nettoyage de surface + EAC Peinture + EAC Revêtement adhésif				
EAC Totale	6 581	8 552	11 687	12745	13870
Émissions Annuelles Cibles totales (kg)					

Tableau 13 : EAC totales

En 2023, les émissions de solvants sont de 21,922 tonnes pour une émission annuelle cible de 13,870 tonnes. Par conséquent, l'exploitant ne respecte pas son émission annuelle cible.

Comme indiqué au point de contrôle précédent, l'exploitant est accompagné par le CITEPA concernant la fiabilisation des données relatives au PGS. L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre un plan d'actions visant à se remettre en situation de conformité.

Non-conformité n°1 : Contrairement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et notamment ses articles 27-e et 30, l'exploitant ne respecte ni les valeurs limites d'émission de composés organiques volatils (COV), ni les émissions annuelles cibles de COV. L'exploitant doit transmettre son plan d'actions.

Observation : L'inspection rappelle à l'exploitant que le choix de fixer une émission annuelle cible basée sur la consommation de solvants ne permet pas de valoriser les efforts faits concernant la substitution de solvants par des produits à base aqueuse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Surveillance et plan de réduction de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14 et 15
Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. [....] ----- Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. ----- Constat de l'inspection du 20 novembre 2023 <i>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la consommation d'eau sur 2022 est de 38 671 m³. L'exploitant indique que la consommation d'eau industrielle est estimée à 1 500 m³, estimée sur la base des flux passant pas les stations d'épuration du site.</i> <i>L'exploitant indique que le reste de la consommation est lié principalement aux douches, sanitaires et restaurant, sans toutefois disposer de données détaillées sur ces niveaux de consommation.</i> <i>L'exploitant a indiqué qu'il a des objectifs d'amélioration visant à mesurer les consommations d'eau par bâtiment. Dans un second temps, une vérification du taux de fuite pourra alors être réalisé.</i> <i>Observation : Le suivi de ce plan d'améliorations pourra faire l'objet d'un contrôle lors de la prochaine inspection.</i>
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la surveillance de la consommation d'eau sur son établissement. La consommation d'eau est relevée à une fréquence hebdomadaire. L'exploitant utilise l'outil GEDEON, fourni par Aéroport De Paris (ADP). Dans le cas de la plateforme aéroportuaire, ADP est aussi le fournisseur d'eau d'Air France. En 2023, la consommation d'eau d'Air France est de 27 815 m ³ dont : <ul style="list-style-type: none">• 2 015 m³ d'eau industrielle (passant par le traitement des eaux industrielles) ;• 4 000 m³ utilisés pour le remplissage du bassin d'eau du sprinklage (suite au nettoyage du bassin) ;• environ 3 000 m³ dus à une fuite sur le réseau ;• et 21 800 m³ destinés à la consommation d'eau sanitaire (eau sanitaire, douche et restauration). Concernant la fuite l'exploitant a indiqué que les relevés hebdomadaires lui ont permis d'identifier la présence d'une fuite en semaine 37 sur le bâtiment 4702. Avec le temps d'intervention, 2 semaines après, 3000 m ³ d'eau se sont écoulés. Pour cette raison, l'exploitant a indiqué qu'il va essayer de mettre en place avec ADP un système d'alerte sur l'outil GEDEON, en définissant des seuils journaliers conduisant à une alerte des agents d'AIR FRANCE. Concernant la consommation d'eau sanitaire, Air France a indiqué que le nombre d'agents d'ADP et de prestataire était d'environ 4050 personnes, conduisant à une consommation d'eau par personne de 5,4 m ³ par an. La consommation d'eau n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle et entretien des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 5.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisés et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a dans un premier temps détaillé son organisation pour le suivi de la maintenance sur son établissement. L'exploitant a mis en place de manière entièrement opérationnelle une GMAO (gestion de la maintenance assistée par ordinateur) depuis fin 2023. Sur la GMAO, 30 000 équipements font l'objet de vérification. La maintenance est réalisée par une société spécialisée (facilities management) qui est la société SPIE sur le site d'Air France. Elle est présente à demeure sur site. Les opérations de maintenance sont soit réalisées par SPIE directement, soit sous-traitées à des sociétés spécialisées. L'exploitant a détaillé les actions d'amélioration de ses objectifs de maintenance (s'assurer que tous les ordres de travaux (OT) sont traités dans un délai de 250 jours, réduire les durées de levée des observations, s'assurer de la disponibilité de techniciens habilités pour la maintenance...) Pour les installations électriques, la société en charge du contrôle est la société APAVE. Un rapport de contrôle est réalisé pour chaque bâtiment du site. L'inspection a choisi au hasard le bâtiment Hélios pour vérifier le contrôle électrique. Le contrôle a été réalisé le 7 juin 2024. Ce rapport fait état de 200 observations. L'exploitant a précisé que des opérations de maintenance ont été réalisées pour lever en priorité les observations de priorité 1 (3 niveaux de priorité avec 1 la plus urgente). L'exploitant a indiqué par ailleurs que pour le prochain contrôle des installations électriques, le bureau de contrôle sera accompagné d'un électricien pour lever d'éventuelles non-conformités rapidement réparables. L'exploitant a également présenté un rapport de contrôle des installations électriques par thermographie sur le bâtiment Hélios daté du 29 août 2024. Ce rapport fait état d'une observation pour laquelle l'exploitant a engagé une action corrective. L'exploitant a présenté l'OT pour le suivi de la levée de cette réserve qui est au stade de l'attente de devis. Non-conformité n°2 : Afin de démontrer que les dispositions de l'article 5.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2020 sont respectées, l'exploitant informera l'inspection de l'efficacité de la procédure de suivi des non-conformités électriques en transmettant les rapports des contrôles électriques des bâtiments Hélios et du hangar H2 pour les années 2024 et 2025 afin de démontrer la diminution du nombre d'observations. Ce point pourra également faire l'objet d'un suivi lors de la prochaine inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Surveillance et détection des zones de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 5.2.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et détection des zones de dangers
Prescription contrôlée : Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle. L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés : - des dispositifs d'alarmes sonores et visuelles destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation, - une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan des zones à risque. Ce plan est daté de 2010 et nécessite d'être mis à jour. Par exemple sur ce plan, le bâtiment d'essai réacteur actuellement en exploitation est indiqué en construction. Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2020, l'exploitant ne dispose pas d'un plan des zones à risque à jour. Concernant les détecteurs, lors de l'inspection, le service maintenance a indiqué que le site dispose de détecteurs incendie, de détecteurs oxygène et de détecteurs hydrogène. Pour la maintenance des détecteurs incendie, le contrôle est réalisé par SPIE. L'exploitant a présenté un rapport de contrôle daté du 24 janvier 2024 (identification du bâtiment non retenu). Le rapport réalisé par SPIE indique les éléments contrôlés, dont le nombre de détecteurs contrôlés. Pour les détecteurs hydrogène et oxygène, le contrôle est réalisé par la société MSA (vu un rapport de contrôle pour 2024). Concernant la liste des détecteurs du site, l'exploitant a indiqué que la liste des détecteurs à vérifier est basé sur les contrôles précédents. Pour une zone nouvellement mise en service, l'exploitant transmet le DOE (dossier de réception du chantier) au prestataire afin que celui-ci intègre les nouveaux détecteurs dans la liste des équipements à vérifier. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une liste des détecteurs. Il a indiqué toutefois que cette liste doit exister auprès du service en charge de la surveillance du site et en charge des levées de doute en cas de détection. Par courriel du 11 décembre 2024, l'exploitant a confirmé la présence d'une liste des détecteurs présents sur site découpée par bâtiment. Il a présenté la liste des détecteurs du bâtiment 4500, associée à un plan de localisation des détecteurs. Cette liste n'appelle pas de remarque sur le bâtiment 4500. Lors d'une prochaine inspection, la liste des détecteurs et la cohérence entre la liste et les détecteurs vérifiés pourront être vérifiés sur un autre bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 5.2.8.2	
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et détection des zones de dangers	
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. [...]	
Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification semestrielle de l'installation d'extinction automatique à eau. La dernière vérification a été réalisée par la société ATSI en date du 27/07/2024 pour le hangar H2 (choix du bâtiment par sondage). Le référentiel normatif pour la réalisation de ce système d'extinction est celui défini par l'assureur. L'exploitant a indiqué qu'il tend vers le référentiel APSAD. Toutefois pour les bâtiments plus anciens que le référentiel APSAD, l'extinction automatique ne peut être conforme entièrement au référentiel APSAD. Le rapport fait état de non-conformités pour lesquelles l'exploitant a présenté un tableau de suivi de la remise en conformité. Par ailleurs, le rapport met en avant des non-conformités sur la partie de la source d'eau (groupe motopompes et réserve d'eau). Sur ce point, la société ATSI indique un risque de mise en échec. Ce défaut est identifié par Air France qui prévoit un projet de remise en état de la source d'eau, projet chiffré à 4 à 5 millions d'euros. L'exploitant a présenté quelques éléments de ce projet, notamment un planning qui prévoit une première phase de remplacement des groupes motopompes entre juillet 2025 et juillet 2026 et une seconde phase entre août 2026 et août 2027. L'exploitant prévoit de remplacer le bassin d'eau par 3 cuves de 2 500 m ³ . L'exploitant a indiqué qu'un porter à connaissance est prévu pour informer l'inspection de ces modifications. Considérant le suivi de l'installation et les travaux, ce point ne fait pas l'objet de non-conformité. Toutefois, la réalisation des travaux visant à lever la situation de mise en échec pourra faire l'objet d'un suivi lors de prochaines inspections.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 7 : Suivi des installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2020, article 5.2.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des installations de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : [...] Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne. Pour les installations dont le 1er arrêté d'autorisation est antérieur au 24 août 2008 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. Pour les installations dont le 1er arrêté d'autorisation est postérieur au 24 août 2008 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la vérification est réalisée par la société Foudretech. Par sondage, le bâtiment contrôlé est le bâtiment d'essai réacteur. Le contrôle sur ce bâtiment date du 20 mai 2024. Le contrôle semble être une vérification complète (la mesure de résistivité a notamment été réalisée). Toutefois, ce point n'apparaît pas dans le contrôle. Ce rapport fait état de 2 remarques. L'exploitant a présenté un ordre de travaux n° CE11681 visant à répondre à ces remarques. Les travaux ont fait l'objet d'un bon de commande du 20 juin 2024. L'exploitant est en attente du DOE pour clôturer cette action de levée de réserve. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas disposer de notice de vérification et de carnet de bord pour ses installations de protection contre la foudre. Non-conformité n° 4 : Contrairement aux dispositions de l'article 5.2.4.5 de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2020, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de notice de vérification, ni de carnet de bord pour ses installations de protection contre la foudre. L'exploitant devra réaliser ces documents afin de s'assurer de l'exhaustivité des contrôles. Observation : L'exploitant devra veiller à faire indiquer si la vérification de l'installation de protection contre la foudre est complète ou juste visuelle. L'exploitant devra s'assurer que le contrôle est bien réalisé selon la norme NF EN 62305.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Tri des déchets à la source issus des avions

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L. 541-21-2, L. 541-21-1-I et D. 543-284
Thème(s) : Autre, Tri et du papier, des métaux, plastiques, verre et bois
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois. ----- Au plus tard le 31 décembre 2023, cette obligation [de tri à la source des biodéchets] s'applique à tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets, y compris aux collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets et aux établissements privés et publics qui génèrent des biodéchets. Les biodéchets qui ont fait l'objet d'un tri à la source ne sont pas mélangés avec d'autres déchets. ----- Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique. Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les déchets collectés dans les avions sont déposés dans les aéroports lors des escales et sont gérés dans l'aéroport. Pour le site d'Air France, l'exploitant a transmis par courriel du 5 décembre 2024 son attestation de tri 5 flux réalisé par la société PAPREC indiquant les quantités de déchets de papier, métaux et bois. Cette attestation ne fait mention que de trois flux de déchets : Papier, métal, bois. Cette attestation ne mentionne pas le verre et le plastique. Par courriel du 11 décembre 2024, l'exploitant précise que des conteneurs spécifiques pour le verre sont présents dans le restaurant d'entreprise (vu OT d'enlèvement des déchets). Pour le plastique, l'exploitant indique qu'il ne trie pas le plastique des autres déchets mais que son prestataire doit le faire. Il précise qu'il va demander à son prestataire d'indiquer la quantité de matières plastiques issues du site d'Air France. Non-conformité n°5 : Contrairement aux articles L. 541-21-2 et L. 541-21, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer le tri à la source des déchets de matières plastiques et de biodéchets. L'exploitant devra démontrer les actions correctives mises en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Détection de fuite sur cuve enterrée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/08/2008, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Prescription contrôlée : Les systèmes de détection de fuite des réservoirs et des tuyauteries sont de classe I ou II au sens de la norme EN 13160 dans sa version en vigueur à la date de mise en service du système ou de toute norme équivalente en vigueur dans la communauté européenne ou l'espace économique européen. Les alarmes visuelle et sonore du détecteur de fuite sont placées de façon à être vues et entendues du personnel exploitant. Le système de détection de fuite est contrôlé et testé, par un organisme « accrédité » conformément aux dispositions décrites à l'article 8 du présent arrêté, dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir. Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.
Constats : Lors de l'inspection, l'échange sur les détecteurs a permis d'aborder le suivi des détecteurs de fuite. L'exploitant a indiqué que des rondes sont réalisées sur les détecteurs de fuites des cuves enterrées. Mais l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des éléments présents dans la GMAO. Non-conformité n°6 : Contrairement aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports de vérification quinquennale des détecteurs de fuite par un organisme accrédité, ni la preuve du contrôle annuel du détecteur de fuite par l'exploitant. L'exploitant devra se remettre en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois